

la lettre

RESACOOOP

65 avril
juin 2011

PAROLE D'ACTEURS

Apprendre à se connaître pour mieux se comprendre et ensemble mener des actions de solidarité : tel est le leitmotiv de la coopération décentralisée entre Chambéry et Ouahigouya (Burkina Faso) qui, depuis 1991, cherche à rapprocher les habitants des deux cités.

Au démarrage de cette coopération, l'équipe municipale chambérienne avait la volonté d'instaurer une relation durable avec une collectivité locale au Sud, relation qui se distingue des actions humanitaires classiques, privilégiant la participation, le dialogue interculturel et l'équilibre Nord-Sud. Cette approche, guidée par la volonté d'inscrire la coopération dans les deux territoires, a su rester une valeur fondamentale au fil des années et a permis d'accompagner la Mairie de Ouahigouya comme maître d'ouvrage du développement de son territoire.

La coopération Chambéry-Ouahigouya associe aujourd'hui les élus, les services municipaux mais aussi les acteurs de la société civile et les populations de chacune des deux communes. Ainsi, la Ville de Chambéry et l'association Chambéry Ouahigouya proposent tous les deux ans aux Chambériens une « immersion » en pays burkinabè avec le festival interculturel Lafi Bala*. L'édition 2011 revêtitra un éclat particulier car elle accueillera les festivités des 20 ans de coopération entre les deux villes.

À cette occasion, la Ville de Chambéry, Cités Unies France et leurs partenaires nationaux et internationaux, convient les collectivités locales françaises au Forum* des coopérations décentralisées franco-burkinabè, les 24 et 25 juin prochains à Chambéry.

Quel sens aujourd'hui pour la coopération décentralisée ? Comment renforcer la collectivité partenaire ? Comment mobiliser les habitants ? Ces sujets et bien d'autres, seront au cœur des échanges, placés avant tout sous le signe de la convivialité et de la rencontre interculturelle.

Isabelle Herlin
Adjointe au Maire de Chambéry
Chargée de la coopération décentralisée
et des relations internationales

Revisiter la coopération avec le Burkina Faso ?

Le PASEP (projet d'amélioration du service de l'eau potable) : une expérience de renforcement de la capacité de maîtrise d'ouvrage communale dans le domaine du service public local de l'eau au Burkina Faso.

La décentralisation au Burkina Faso a pris une nouvelle dimension en 2006 avec la création des communes rurales puis le transfert de compétences notamment dans le domaine de l'eau potable.

Pour la plupart des communes urbaines, le réseau d'eau a été concédé à l'ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement), mais certaines en sont propriétaires et l'ont confié en affermage. Pour ces dernières, début 2007, le constat était que leurs réseaux étaient déficitaires et qu'elles n'exerçaient pas leurs compétences de maître d'ouvrage. À l'initiative de l'ONEA et du SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France), avec l'appui de Reims Métropole, de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et de l'Association des Municipalités du Burkina Faso, le CIEDEL en coopération avec Eau Vive Burkina Faso a mis en œuvre, à partir de fin 2007, un appui à ces communes urbaines - le PASEP. Ce projet visait à renforcer les réseaux d'adduction d'eau pour qu'ils soient viables et à renforcer la maîtrise d'ouvrage communale pour que les collectivités exercent les compétences qui leur sont dévolues par la loi, le tout dans le but d'offrir un service de qualité et pérenne aux usagers.

Cet accompagnement a été basé sur une démarche dont la première étape était de faire prendre conscience aux élus de leur responsabilité politique et financière dans le service public local de l'eau, en ne leur cachant pas les problèmes (exploitation déficitaire des réseaux, etc.) et en les mettant systématiquement en situation de responsabilité et de décision.

Une commission communale de l'eau a été créée comme cadre de concertation entre les différentes familles d'acteurs (élus, société civile, usagers, professionnels locaux, agents de l'État, etc.) pour qu'elles participent à la gestion du service et aux prises de décisions. Chaque phase de l'amélioration des réseaux a été réalisée en renforçant la maîtrise d'ouvrage communale. Enfin, un appui a été apporté pour faciliter la renégociation par les élus des contrats d'affermage entre les communes et le délégataire.

Début 2011, les six communes concernées ont amélioré leur service aux usagers. L'équilibre financier des réseaux est consolidé et les élus exercent pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, que ce soit dans la prise de décision d'affectation budgétaire ou dans la relation au fermier. Le service public local de l'eau est ainsi devenu une réelle compétence communale.

Le défi maintenant est double. Il s'agit de conduire à son terme une expérience du même type dans des communes rurales dont le délégataire est un opérateur privé. À partir de là, ces expériences seront transformées en compétences partageables dans le cadre d'un programme de formation qui sera proposé aux acteurs du service public local de l'eau au Burkina Faso par le Centre des Métiers de l'Eau mis en place par l'ONEA. Ce sera le travail des quatre années à venir.

Contact : CIEDEL - Tél. 04 72 77 87 50 - Lyon (69)
ciedel@univ-catholyon.fr - www.ciedel.fr

*voir rubrique Agenda - page 4

édito

Accointance

- Bâtir une stratégie associative de diversification de ses ressources financières - le 19 avril
- Entreprises – associations : bâtir une relation par le mécénat et le sponsoring - le 9 mai
- Initier une politique associative de collecte de dons auprès de donateurs particuliers le 24 mai
- Monter un plan de communication externe le 9 juin

Contact : Tél. 06 83 41 54 10
Caluire (69) <http://accointance.fr>

AMM

Association Médicale Missionnaire

- Pathologie et hygiène en milieu tropical du 9 mai au 24 juin - module destiné à des diplômés de santé (infirmiers, médecins, sages-femmes)

Contact : Tél. 04 78 30 69 89 – Lyon (69)
www.ammformation.org

Bioforce

- Environnement de l'action humanitaire : orienter et accompagner votre démarche d'engagement – du 2 au 6 mai.
 - Diagnostic, évaluation initiale des besoins et analyse de situation - du 18 au 20 mai.
 - Élaboration d'une demande de financement du 6 au 10 juin.
 - Management relationnel - du 6 au 10 juin.
 - Gestion de projet – du 20 au 24 juin.
- Attention, se renseigner sur les délais d'inscription.

Contact : Tél. 04 72 89 31 41 – Vénissieux (69)
www.bioforce.asso.fr

CIEDEL

- Plaidoyer et lobbying : définir des stratégies d'influence – du 9 au 20 mai

Contact : Tél. 04 72 77 87 50 – Lyon (69)
ciedel@univ-catholyon.fr

CADR

Collectif des associations de développement en Rhône-Alpes

- Partenariats internationaux pour des projets locaux - le 15 avril
- Commerce équitable et achats responsables le 6 mai

Contact : Tél. 04 78 50 99 36 – La Mulatière (69)
www.cadr.fr

CREFAD

Centre de recherche, d'étude, de formation à l'animation et au développement

- Penser et structurer son action dans la complexité du 11 au 14 mai à Lyon et du 21 au 24 juin dans la Loire.

Contact : Tél. 06 14 22 01 28
Lyon.crefadlyon@voila.fr

Retrouvez les formations
RESACOOP page 8
et d'autres informations sur
www.resacoop.org

AU PLAN REGIONAL

Coopération avec le Bénin

Mardi 15 mars 2011, un accord de coopération a été signé entre le Conseil économique et social du Bénin et le Conseil économique, social et environnemental de Rhône-Alpes (CESER). Cet accord porte sur deux axes : le renforcement mutuel des compétences des deux institutions et le renforcement des dynamiques de coopération décentralisée entre Rhône-Alpes et le Bénin.

Le CESER est une assemblée régionale socioprofessionnelle et consultative composée de 116 membres. Elle contribue à l'expression de la société civile en Rhône-Alpes.

Plus d'informations : www.rhonealpes.fr - voir aussi *Activités du réseau* - page 8

8 Espaces Rhône-Alpes au service des habitants

Ces espaces assurent une mission de veille et d'animation du territoire. Ils permettent d'orienter les Rhônalpins dans leurs démarches et de les informer, notamment avec des rencontres thématiques et des outils tels que l'espace de documentation avec un libre accès à internet. Depuis 2009, des réunions d'information sur les fonds européens ont été organisées dans ces espaces, et la Région Rhône-Alpes a reçu, pour cette démarche, le Prix de l'Assemblée des Régions d'Europe 2010. Ces rencontres ont permis aux porteurs de projets de recueillir des informations pratiques sur les modalités d'obtention des fonds européens et de bénéficier d'un accompagnement des services de la Région dans le montage de leur dossier.

Les espaces Rhône-Alpes :

- **Ain** : Bourg-en-Bresse, 1 avenue Jean-Marie Verne, tél. 0 810 251 800*.
- **Ardèche** : Privas, 4 rue Pierre Filliat, tél. 0 810 811 705*.
- **Isère** : Grenoble, 2 rue de la Poste, tél. 0810 038 083*.
- **Savoie** : Aix-les-Bains, 603 boulevard Wilson, tél. 0 810 413 555*.
- **Haute-Savoie** : La Roche-sur-Foron, 20 rue de l'Égalité, tél. 0810 741 050*.
- **Rhône** : Lyon, 22 rue Grolée, tél. 0 810 004 073*.
- **Loire** : Saint-Etienne, 8 place Jean Jaurès, tél. 0 810 588 993*.
- **Drôme** : Rovaltain, Bât. Le Rhovalparc, allée A
3^e étage, 1 avenue de la gare, à Alixan, tél. 0 810 590 929.

Ouverts du lundi au vendredi de 13h30 à 17h.

Possibilité de rendez-vous le matin pour certains espaces et pour Lyon ouvert de 9h30 à 12h.

*Les téléphones sont des n°AZUR au prix d'un appel local.

Plus d'informations : www.rhone-alpes.fr

Sensibiliser aux OMD - Le Grand Lyon

Au-delà du fait que les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) doivent continuer à mobiliser la communauté internationale, ils sont aussi une occasion de provoquer un débat avec nos concitoyens sur les enjeux et l'avenir de notre planète. En septembre 2010, 10 ans après l'engagement pris par l'ensemble des pays des Nations Unies, visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde à l'échéance de 2015, un sondage nous révélait que seulement 4 % des français avaient entendu parler des OMD. Le Grand Lyon, partenaire de plusieurs collectivités locales dans le monde, s'est engagé à promouvoir les OMD auprès des citoyens de son territoire. Une présentation de la campagne des huit objectifs du millénaire pour le développement, sous la forme de 9 panneaux « roll-up » est à la disposition des acteurs de la solidarité internationale du Grand Lyon. Cette exposition peut être empruntée pour animer ou organiser des rencontres autour des questions de solidarité et de développement.

Contact : Emilie Chesneau – tél. 04 78 63 42 99 - echesneau@grandlyon.org

NATIONAL

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Suite au remaniement ministériel de février 2011, Alain Juppé a été nommé ministre des Affaires étrangères et européennes, en remplacement de Mme Michèle Alliot-Marie.

Plus d'informations : www.vie-publique.fr

Coopération décentralisée au Sahel

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) met à disposition des collectivités territoriales françaises un document d'orientation concernant les contraintes de sécurité et la poursuite de la coopération décentralisée au Sahel. Le document rappelle les consignes de prudence et de sécurité, et la nécessité d'un contact étroit avec les postes diplomatiques. Il propose aussi des pistes aux élus et responsables territoriaux pour assurer la continuité de leur coopération avec les pays concernés.

Plus d'informations : <http://cncd.diplomatie.gouv.fr>

Contact : Pierre Pougnaud – pierre.pougnaud@diplomatie.gouv.fr
Tél. 01 43 17 62 71

Sécurité des ressortissants français

Ariane est un nouveau service gratuit mis à disposition par le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE). Il permet aux voyageurs français qui le souhaitent de s'enregistrer à l'occasion de leurs séjours à l'étranger. Les informations déposées sur Ariane sont utilisées en cas de crise, par exemple pour contacter des voyageurs dans l'hypothèse où des opérations de secours seraient organisées.

Plus d'informations : www.diplomatie.gouv.fr

INTERNATIONAL

Ouverture des « Espaces Volontariats »

Ces lieux de ressources et d'échange sur les volontariats internationaux d'échange et de solidarité (VIES) sont mis en place par France Volontaires dans le cadre de ses nouvelles missions. Depuis juillet 2010, neuf de ces espaces sont opérationnels dans les pays suivants : Cameroun, Burkina Faso, Bénin, Togo, Sénégal, Mali, Maroc, Madagascar et Pérou. Un nombre qui devrait doubler d'ici 2012.

Plus d'informations : www.reseau-espaces-volontariats.org

Agenda de la coopération décentralisée

du 4 au 6 mai	Latin Cities : rencontres des villes d'Amérique latine à Salvador, Bahia (Brésil) – www.laticities.com.br
du 5 au 7 mai	Conférence de conclusion du dialogue structuré (voir Lettre de RESACOOOP n°62) à Gödöllö (Hongrie) - Commission européenne
les 7 et 8 juin	Assises de la coopération décentralisée franco-hongroise à Budapest (Hongrie)
les 24 et 25 juin	Forum des coopérations décentralisées franco-burkinabè à Chambéry (France) voir page 4 – rubrique Agenda
les 7 et 8 juillet	2 ^e Forum pour la coopération internationale des collectivités à Paris (France) - Cités Unies France
les 11 et 12 juillet	Assises de la coopération décentralisée libano-française à Beyrouth (Liban)

Pour accéder à l'agenda : cncd.diplomatie.gouv.fr – www.resacoop.org > rubrique « Dernières minutes »

CRESS Rhône-Alpes

Chambre régionale de l'ESS (économie sociale et solidaire)

- Maîtriser l'ESS et ses enjeux – le 20 mai
- ESS et développement local – le 26 mai
- Entreprendre en ESS – le 16 juin

Contact : Tél. 04 78 09 11 97 – Lyon (69)
www.cress-rhone-alpes.org

Forum réfugiés

- Géopolitique des migrations – le 23 juin

Nouveau :

- Migrations africaines, identités et cultures en mouvement – le 16 mai
- Minorités et personnes vulnérables dans les Balkans – le 23 mai
- Kosovo : quels enjeux sécuritaires aujourd'hui ? le 24 mai
- Les fondamentaux du droit des étrangers les 6 et 7 juin

Contact : Tél. 04 78 03 74 45 – Villeurbanne (69)
d'autres formations sur www.forumrefugiés.org

Groupe URD

- Gestion de la qualité des actions humanitaires du 9 au 13 mai

Contact : Tél. 04 75 28 29 35
Plaisians (26) www.urd.org

Humacoop

- Anthropologie et humanitaire – du 16 au 20 mai

Nouveau :

- La solidarité internationale dans le monde arabe les 28 et 29 avril et les 26 et 27 mai
- Tourisme responsable, solidarité et développement - du 6 au 10 juin

Contact : Tél. 04 76 51 11 06 – Grenoble (38)
www.humacoop.org

Pays de Savoie solidaires

- S'ouvrir au monde : préparation à la rencontre solidaire – les 16 et 17 avril
- Construire un partenariat entre associations de solidarité internationale et collectivités locales le 26 mai de 9h à 14h à Albertville

Contact : Tél. 04 79 25 28 97 – Le Bourget du Lac (73)
d'autres formations sur www.paysdesavoiesolidaires.org

Toilettes du monde

- Intégrer de manière durable l'assainissement à un projet de solidarité internationale du 14 au 17 avril

Contact : Tél. 04 75 26 29 98 - Nyons (26)
formation@toilettesdumonde.org

Association Yelen

- Comment le pays d'accueil est-il perçu par des personnes immigrées venues d'Afrique ? le 19 avril
- La culture arabo-musulmane dans le contexte européen – le 10 mai et le 7 juin

Contact : tél. 04 50 35 64 70 – Ballaison (74)
associationyelen@wanadoo.fr

Lafi Bala, le Burkina Faso en Fête !

➤ **Festival du 24 au 26 juin – Chambéry**

Cette année, Chambéry fêtera ses 20 ans de coopération décentralisée avec la Ville de Ouahigouya (Burkina Faso). Pendant 3 jours, le public est invité à déambuler dans un décor urbain burkinabè reconstitué au cœur de Chambéry. Artisanat, restauration traditionnelle, créations artistiques, arts de la rue, arts plastiques, contes ainsi que de nombreux concerts rythmeront cet événement. Avec près de 40 artistes et partenaires du Burkina Faso, le festival, en donnant la parole aux acteurs du Sud, privilégie aussi un discours engagé sur la rencontre interculturelle, les inégalités Nord-Sud, la coopération décentralisée à travers plusieurs conférences et « arbres à palabres ».

Plus d'informations : www.chambery.fr

Forum des coopérations décentralisées avec le Burkina Faso

➤ **Les 24 et 25 juin au Centre des
Congrès « Le Manège » à Chambéry**

Organisé par la Ville de Chambéry et Cités Unies France, en partenariat avec l'Ambassade du Burkina Faso, le Ministère français des Affaires étrangères et européennes, la Région Rhône-Alpes et RESACOOOP, ce Forum sera un temps de rencontres et d'échanges sur des thématiques actuelles, partagées par les acteurs de la coopération décentralisée en France en présence des autorités burkinabè et françaises. À cette occasion, le sens de la coopération décentralisée et l'intérêt local, la culture facteur de développement, l'appui à la maîtrise d'ouvrage, la coopération comme outil pour mobiliser nos territoires ou encore la mutualisation pour mieux coopérer, feront l'objet d'échanges lors des séances plénières et des ateliers.

Plus d'informations : tél. 04 79 60 20 89
forumchambery@gmail.com

«Autorités locales et régionales» 6^e forum mondial de l'eau (Marseille - 2012)

➤ **Les 30 et 31 mai à Lyon**

Réunion internationale pour le lancement du processus dont l'objectif est de mobiliser les autorités locales et régionales, de leur permettre de réfléchir et d'agir ensemble sur les moyens de consolider leur rôle dans la gouvernance de l'eau et l'assainissement et de parler d'une voix plus forte à la communauté internationale. Cette réunion est accueillie par le Grand Lyon et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

Plus d'informations :
www.worldwaterforum6.org/lyon

Dossier-pays Burkina Faso

Ce dossier-pays vise à présenter le « pays des hommes intègres » dans sa globalité, son histoire, sa culture, sa place sur le continent africain, ses évolutions en matière de décentralisation, sa coopération décentralisée. Vous y trouverez une présentation de la situation socio-économique, du système politique, des relations bi et multilatérales, de l'état de la coopération décentralisée franco-burkinabè, illustrée par de nombreux tableaux et cartes.

Cités Unies France (CUF) - première édition juin 2010 - collection « Dossier pays » - 25 €

Évaluation de la coopération décentralisée franco-burkinabè

Cette troisième évaluation pays de la coopération décentralisée (après le Mali et le Maroc), pilotée par le ministère français des Affaires étrangères et européennes (MAEE), a été réalisée par le CIEDEL – Centre International pour le développement local - en 2009, puis restituée au Burkina Faso en mars 2010 et en France en avril 2010. La coopération décentralisée franco-burkinabè est une des plus importantes numériquement : depuis les années 60, ce sont plus de 200 relations qui ont été nouées dont plus de 110 sont actives à ce jour. L'évaluation souligne la nécessité de renforcer l'appui institutionnel des collectivités burkinabè et montre aussi que ces coopérations entre collectivités sont, pour les territoires, des facteurs de mobilisation citoyenne sur les questions internationales.

Christophe Mestre, Nemaoua Banaon, Marc Dembele, MAEE-DAECT, octobre 2009

Tome 1 : Synthèse (16 p.), Tome 2 : Rapport final (125 p.), Tome 3 : Annexes.

Le rapport final et la synthèse sont disponibles sur le site de Cités Unies France – www.cites-unies-france.org

Coopération décentralisée au Burkina Faso : des partenariats renforcés pour l'eau et l'assainissement

De nombreuses collectivités françaises interviennent dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina. Cette étude capitalise les différents projets menés entre 2006 et 2009, période au cours de laquelle s'est concrétisé le processus de décentralisation au Burkina. Partager les différentes expériences initiées dans ce secteur pour des actions concertées entre les différents acteurs, tel est l'objectif de ce document destiné aux collectivités, aux associations et autres acteurs de la coopération.

Sophie Charpentier – édité par pS-Eau – août 2010 - guide, livret - 36 pages – disponible sur www.pseau.org

Guide pratique pour entreprendre au Burkina Faso

Ce guide a été réalisé avec la collaboration du cabinet ICDE (Ingénierie du Conseil en Développement d'Entreprises) à Ouagadougou et de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso, qui se chargent de sa diffusion au Burkina Faso. Il est particulièrement destiné aux jeunes entrepreneurs diplômés burkinabè, dont ceux étudiant en Europe. Le document apporte des conseils méthodologiques et pratiques, des informations utiles (liste des secteurs d'opportunités, formalités,...) et un grand nombre de contacts pour monter et soutenir le financement des entreprises naissantes dans le pays.

Édité par le Programme Migrations et Initiatives économiques et pS-Eau, avec le soutien de l'AFD – octobre 2010
disponible sur www.pseau.org / disponible auprès de la Maison de l'Entreprise à Ouagadougou.

Coopération décentralisée et alimentation en Afrique

Agriculture et développement rural

En 2008, les « émeutes de la faim » en Afrique et dans le monde interpellent les collectivités réunies au sein des groupes-pays de Cités Unies France. Pour répondre à leur souci de disposer de clés de compréhension et d'analyse utiles à leur action, le Comité Français pour la Solidarité Internationale et Cités Unies France lancent une réflexion sur les enjeux, méthodes et pratiques de coopération décentralisée en matière d'appui à l'agriculture, au développement rural et à l'alimentation en Afrique. Cet ouvrage à vocation pédagogique est le fruit de ces travaux.

CFSI et CUF - édition mars 2010 – collection « Référence » - 25 €

Les filières de lait local en Afrique de l'Ouest

Actes de l'atelier à Bamako du 15 au 17 septembre 2010

L'objectif de cet atelier « Filière lait local en Afrique de l'Ouest : rôle des organisations paysannes, des petits et moyens éleveurs pour la pleine expression de son potentiel » était de mutualiser des connaissances concernant les filières laitières locales impliquant les petits et moyens éleveurs dans les pays de la sous-région d'Afrique de l'Ouest et d'Haïti et de dégager des voies pour son développement. Organisé par Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) et financé par l'Agence française de développement (AFD), il a rassemblé plus de 80 personnes, acteurs et institutions du Mali, du Burkina Faso, du Sénégal, du Niger et d'Haïti. Les différentes expériences présentées en atelier ont mis en évidence les potentiels de ces filières pour la sécurité alimentaire et l'économie locale et nationale. Elles sont complémentaires aux filières basées sur des importations de poudre de lait promues par les États pour satisfaire les demandes dans les centres urbains. Mais leur développement bute sur de nombreuses contraintes depuis la production jusqu'à la commercialisation de produits transformés. L'atelier a donc débouché sur un ensemble de recommandations qui s'adressent aux différents acteurs sans oublier la nécessité de politiques et de mesures publiques favorables à ces filières locales.

Marc Chapon et Isabelle Tourette-Diop - édité par AVSF - collection Praxis - 2011
 Disponible en téléchargement sur www.ruralter.org
 Plus d'informations : www.avsf.org

Concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets eau et assainissement

Ce guide méthodologique contribue à outiller les acteurs non gouvernementaux pour le pilotage de leurs projets sur l'eau et l'assainissement, à s'inscrire dans les engagements sur « l'efficacité du développement » et à amener les acteurs à envisager ces projets dans une optique d'accompagnement à la mise en place d'un service public de l'eau ou de l'assainissement. Cet outil est le fruit de travaux collectifs qui ont eu lieu en 2009 et 2010.

Denis Désille, Vincent Dussaux et Bruno de Reviers
 Ed. ARENE Ile-de-France - Paris F3E - Paris pS-Eau - 2011 - 65 pages
 Disponible en téléchargement sur www.pseau.org

Craies en Main

Outil pédagogique

Ce classeur d'activités est le résultat d'une collaboration de trois années entre enseignants de la Commune de Bignona au Sénégal et du Département de la Savoie, sur le thème de l'éducation au développement durable et à la solidarité internationale. Vous trouverez sous forme de fiches pédagogiques : des activités de classe liées à des correspondances scolaires, des séquences de découverte de l'environnement du plus proche au plus lointain ainsi que des expérimentations mettant en valeur le recyclage et l'utilisation de matériaux locaux de récupération.

Il est téléchargeable sur le site de Pays de Savoie Solidaires
www.paysdesavoiesolidaires.org >> Espace enseignant.

Mode éthique & création africaine

➤ du 3 au 21 mai, à Lyon

Ce festival annuel est organisé par Kulteco en partenariat avec le Village des Créateurs et dans le cadre de la quinzaine du commerce équitable. Après une édition dédiée au Brésil en 2010, le thème du design éthique africain a été choisi, du fait de la richesse du patrimoine culturel et artisanal du continent dans le domaine de l'art textile (tissage, impression, teinture, etc.) et son rôle important dans la production mondiale du coton. En présentant des travaux innovants de créateurs africains, franco-africains et régionaux, Kulteco souhaite franchir les limites de la mode et aller vers les domaines de l'art, de la décoration et du mobilier qui respectent des valeurs environnementales et solidaires.

➤ Au programme : une boutique éphémère, un défilé, un workshop pour les professionnels, des expositions et des débats.

Contact : Kulteco - kulteeco2011@kulteco.net
 Nadège Rembeault - nadege@kulteco.net
 tél. 06 67 29 58 94

Plus d'informations : www.kulteeco.net

Ce que nous devons à l'Afrique

➤ Les animations se poursuivent jusqu'en juillet 2011 en Isère

Projet engagé par le Musée dauphinois avec le concours de nombreux acteurs culturels, associatifs et universitaires isérois avec au programme : conférences et projections-débats, expositions, concerts, pièces de théâtre, spectacles de danse.

Dans ce cadre, un Forum sur l'Afrique est organisé le samedi 11 juin de 10h à 19h au Musée dauphinois à Grenoble. En Isère, plus de 200 associations entretiennent des liens avec l'Afrique, autant d'expériences humaines à partager avec au programme de nombreuses animations : stands d'information, ateliers, instants musicaux et dansés.

Plus d'informations : Musée dauphinois Grenoble - Tél. 04 57 58 89 11
www.musee-dauphinois.fr - <http://afriquisere.ning.com>

Université d'été régionale du CADR (Collectif des associations de développement en Rhône-Alpes)

➤ 3^e édition - les 1^{er} et 2 juillet 2011 au Lycée Agricole de Poisy-Chavanod (74)

Pour notre monde : quelles solidarités ? Échanges de pratiques entre acteurs de l'Économie sociale et solidaire et de la Solidarité internationale.

Plus d'informations : tél. 04 78 50 99 36
www.cadr.fr

Développement de la filière musicale en Afrique de l'Ouest

Dans le cadre d'ARPEM, programme de création et de mise en réseau de pépinières d'entreprises musicales en Afrique de l'Ouest, soutenu notamment par le programme d'appui UE-ACP et la Ville de Grenoble, l'association Culture et Développement a lancé en octobre 2010 un site Internet et un blog. Le site Internet comprend une base de données des entreprises musicales d'Abidjan, de Dakar et de Ouagadougou et des fiches pratiques sur les métiers et le fonctionnement de la filière. Le blog offre quant à lui une plateforme de discussion et d'échanges d'idées et d'expériences. Le programme ARPEM a permis aussi, début 2011, l'ouverture d'une pépinière à Ouagadougou. En partenariat avec le Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication du Burkina Faso et la mairie de Ouagadougou, le premier appel à candidature pour le programme d'accompagnement des entrepreneurs culturels a été lancé.

Plus d'informations : www.arpem-culture.org
Culture et développement – Tél. 04 76 46 80 29
Email : baptiste.fuchs@culture-developpement.asso.fr

Concours solidaires 2011

L'institut Bioforce Développement a lancé la 4^e édition de ce concours en lien avec les communes de Décines, Lyon, Vaulx-en-Velin et Vénissieux. Cette année, une trentaine de jeunes répartis en six groupes sont formés et accompagnés entre janvier et juin 2011 dans la conception, le montage et la réalisation d'un projet de solidarité locale. Ces projets vont se concrétiser tout au long des formations et temps collectifs organisés par Bioforce. Depuis sa création, le concours a permis d'accompagner 78 jeunes et de suivre 19 projets autour de thématiques et de publics différents (organisation d'activités dans un centre de demandeurs d'asile ou d'animation pour sensibiliser aux inégalités Nord/Sud par exemple). Les lauréats des précédentes éditions du Concours Solidaire ont remporté la participation à un chantier de jeunes volontaires en Europe.

➤ Collectivité territoriale, fondation ou entreprise de l'agglomération lyonnaise peuvent soutenir ce projet.

Contact : Marine Gamon - m.gamon@bioforce.asso.fr
tél. 04 72 89 74 70

Plus d'informations : www.bioforce.asso.fr
rubrique « Développement Local »

Horizons Partagés et Arcenciel

Horizons Partagés fusionne son activité de formation et conseil en microfinance avec Arcenciel France. En se rapprochant d'une structure plus grande, Horizons Partagés assure un équilibre financier, intègre un réseau adapté à ses actions et se recentre donc sur sa mission originelle, l'appui aux initiatives locales de développement. Arcenciel pourra, quant à lui, compléter sa gamme de formation aux métiers du développement avec des thèmes comme la microfinance, le social business et les finances solidaires, en profitant des compétences de son nouveau collaborateur.

Plus d'information : www.horizonspartages.com
et www.arcenciel-france.org

RÉGIONAL

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS)

Conseil de Développement de la Vie Associative

Dispositif de soutien à la formation des bénévoles

Ce dispositif doit permettre à des bénévoles associatifs d'acquérir ou d'approfondir des compétences par des actions de formation et de contribuer au développement de la vie associative. Les formations sont financées à hauteur de 23 € par jour et par bénévole, pour un nombre minimum de 8 stagiaires (avec un maximum de 50) et pour une durée de 1 à 5 jours par action de formation qui devra se dérouler entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011.

➤ **La date limite de retour des dossiers est fixée au 22 avril 2011.**

Télécharger les documents sur www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr

Contact : DRJSCS - 245 rue Garibaldi - 69003 Lyon - jacques.hutchison@drjscs.gouv.fr

NATIONAL

Fondation de France

Appel à projets « Sida, santé et développement - Genre et VIH »

L'appel à projets de la Fondation de France vise à réduire les inégalités dans les rapports sociaux entre les hommes et les femmes, renforcer les capacités et l'autonomie de ces femmes, tout en favorisant la participation des hommes dans ces processus, afin de lutter efficacement contre le sida et plus largement permettre une égalité dans l'accès aux soins.

➤ **Date limite de réponse : 15 mai 2011**

Subvention : 30 000 € par an maximum (projets de 3 ans maximum)

Plus d'informations : www.fondationdefrance.org

OUTILS

Solfia, solutions de financement pour les associations

Solfia est un portail qui propose des fiches-outils pour accompagner les associations dans leurs recherches de financements. Chaque fiche-outil, illustrée de témoignages et d'adresses utiles, apporte des éléments de réponses techniques et pratiques (besoins et solutions de financement, recherche de partenaires financiers, accompagnement,...). Vous trouverez aussi pour chaque région, le contact d'un ou plusieurs partenaires pouvant vous aider dans le suivi financier de votre projet.

En Rhône-Alpes, ce sont les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) qui ont pour mission d'établir un diagnostic partagé du projet et de proposer un plan de consolidation qui peut reposer sur des accompagnements de type individuel ou collectif.

Plus d'informations : www.solfia.org

Le guide du mécénat 2011

La Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative a publié le guide du mécénat 2011 à destination des associations et entreprises. Il a pour objet de faciliter la diversification des ressources privées des associations et de faire connaître aux entreprises les avantages du mécénat d'entreprise. Le guide présente le cadre légal du mécénat, le dispositif fiscal associé et une boîte à outils (modèle de convention, modèle de reçu fiscal...).

Télécharger le guide : www.jeunesse-vie-associative.gouv.fr

INTERNATIONAL

Commission européenne

Programme Européen Jeunesse en Action (PEJA)

Avec ce programme, l'Union européenne souhaite développer la citoyenneté européenne, encourager les jeunes à la vie démocratique, agir pour la paix, la solidarité et la diversité culturelle et favoriser l'acquisition de nouvelles compétences. Le PEJA est accessible à tous les jeunes de 13 à 30 ans, quel que soit leur niveau de diplôme ou de formation et aux acteurs de jeunesse (associations et organisations à but non lucratif, collectivités territoriales, mission locales...). Le programme apporte un soutien pédagogique et financier à un large panel d'activités rassemblées dans cinq grandes «Actions», se déroulant hors cadre scolaire ou professionnel. Il favorise notamment la mobilité des jeunes en Europe, leur engagement dans des initiatives locales, le développement de projets de volontariat, l'échange de pratiques autour du travail de jeunesse...

Les dates limites de dépôt des dossiers :

- Le 1^{er} juin pour les projets débutant entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier,
- Le 1^{er} septembre pour les projets débutant entre le 1^{er} décembre et le 30 avril,
- Le 1^{er} novembre pour les projets débutant entre le 1^{er} février et le 31 juillet.

Contact en Rhône-Alpes : Sakina Bakha - Correspondante régionale du PEJA
Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale - 245, rue Garibaldi - 69422 Lyon cedex 03
tél : 04 72 61 34 58 – email : sakina.bakha@drjscs.gouv.fr

Plus d'informations : visiter le nouveau site – www.jeunesseenaction.fr

EUROPEAID

Le nouveau guide pratique en vigueur d'Europeaid est en ligne sur <http://ec.europa.eu> depuis le 3 novembre 2010.

APPELS À PROPOSITIONS 2011

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous une sélection des appels à proposition 2011. Pour consulter tous les appels : <http://ec.europa.eu>

Pour en savoir plus : Coordination Sud, Eve Derriennic : derriennic@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en euros	Dates dépôts dossiers
Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement :		
Cisjordanie-Bande de Gaza : Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement	131027/L/ACT/PS 2 330 000 €	2 mai 2011
Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH)		
Ethiopie : IEDDH Programme basé dans le pays (Ethiopie)	130797/L/ACT/ET 300 000 €	20 mai 2011
FED - Fonds européen de développement :		
Multi-pays : Subvention de recherche de l'Union africaine	130741/D/ACT/Multi 7 000 000 €	30 avril 2011
Tchad : Appui à l'amélioration de la santé maternelle et infantile dans le Guera et le Salamat	130963/M/ACT/TD 4 800 000 €	4 mai 2011
Tchad : Action-bétail - sécurité alimentaire des populations vulnérables dépendant de l'élevage au Tchad.	130586/M/ACT/TD 2 600 000 €	31 mai 2011
Multi-pays : Programme ACP-UE d'appui aux secteurs culturels ACP (ACPCultures II + ACPFilms II)	130966/D/ACT/Multi 12 000 000 €	30 juin 2011
Sécurité alimentaire		
Cisjordanie-Bande de Gaza : Programme de sécurité alimentaire	131047/L/ACT/PS 2 200 000 €	19 mai 2011
Instrument européen de voisinage et de partenariat		
Multi-pays (Méditerranée) : Gestion intégrée et durable de l'eau (SWIM)	131046/C/ACT/Multi 15 000 000 €	14 juin 2011
Instrument d'aide à la préadhésion (IPA)		
Serbie : Soutenir l'amélioration de l'accès aux droits, l'emploi et la subsistance des réfugiés et des personnes déplacées en Serbie 09SER01/02/31	131079/L/ACT/RS 2 640 000 €	23 mai 2011
Kosovo : Phase III de IPA Retour et réintégration au Kosovo (EU-RRK III)	131064/L/ACT/XK 4 000 000 €	25 mai 2011

➤ Les dossiers des projets et les coordonnées des responsables sont disponibles sur simple demande.

Amélie Réminiak – areminiak@resacoop.org
Tél. 04 72 77 87 67

Bénin

L'Union Régionale des Producteurs de l'Atlantique et du Littoral travaille depuis 1995 pour la défense de l'agriculture familiale à travers le renforcement des capacités des agriculteurs et de leurs organisations membres ainsi que la fourniture de services économiques tels que l'appui à l'approvisionnement en intrants, la formation et la recherche de débouchés pour les produits agricoles. Actuellement l'Union a plusieurs projets pour lesquels elle recherche des partenaires techniques et financiers pour leur mise en œuvre : un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire à travers la promotion de cultures vivrières, un projet de promotion de développement local à partir des origines agricoles et rurales dans trois communes du département de l'Atlantique, et enfin un projet de réduction des impacts du changement climatique sur les exploitations agricoles dans les départements de l'Atlantique et du Littoral.

Bénin

L'ONG Angel Development est basée dans la commune d'Abomey-Calavi, au Bénin. Ses domaines d'intervention sont la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement et la protection de l'environnement. Un programme de renforcement des capacités en faveur des femmes rurales pauvres est lancé. Ce programme vise la promotion de l'accès aux services financiers, l'agriculture familiale, l'élevage et la transformation des produits agricoles. Cette organisation travaille actuellement avec une centaine de femmes et, face à la demande, elle souhaiterait pouvoir intégrer plus de femmes à son programme. Les responsables recherchent des partenariats pouvant contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ces femmes rurales pauvres à travers des appuis techniques et financiers en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Togo

Stage étudiants et chantiers

L'association Pour un Avenir Ensoleillé au Togo propose aux étudiants des stages d'études dans divers domaines (environnement, éducation, santé, socioculturel, artistique) et organise chaque été des actions solidaires - type chantier international - dans des communautés villageoises du Togo. L'objectif de ces activités est de permettre aux jeunes de mettre leurs compétences et leurs connaissances à disposition des populations nécessiteuses. Pour l'été, 3 chantiers internationaux d'une durée d'un mois sont organisés. Selon le chantier choisi, voici des exemples d'activités qui seront proposées : soutien scolaire et animation, reboisement, aménagement d'un bâtiment scolaire, batik, sculpture...

Plus d'informations : www.paetogo.org

PUBLICATIONS

À votre disposition
dès avril 2011

sur le site internet
www.resacoop.org

téléchargeables en format « pdf »

- L'étude de la coopération France Laos.
- Une présentation du réseau rhônalpin jeunes et solidarité internationale.
- Le don de matériel médical, compte-rendu de la réunion thématique animée par l'association Humatem.

FORMATIONS

2^e trimestre 2011

Formations méthodologiques

- Monter un dossier de cofinancement le 15 avril à Lyon
- Établir un budget de cofinancement le 20 mai à Lyon

Formations thématiques

- Concevoir un projet de finance solidaire le 10 juin à Lyon - en partenariat avec Horizons Partagés - www.horizonspartages.com

Informations et inscriptions auprès d'Isabelle Taine
Tél. 04 72 77 87 67 – mail@resacoop.org

CHANTIER

Réseau Rhodanien Jeunesse et Solidarité Internationale

En tant que réseau régional d'appui aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale, RESACOOP est, depuis de nombreuses années, sollicité par des jeunes ou des groupes de jeunes qui expriment un intérêt pour la solidarité internationale : projets de voyage, de développement, d'échanges de toutes sortes (musique, sport, photographies, etc.). Plus de la moitié de ces jeunes habitent dans le département du Rhône. À l'image de ce qui existe dans d'autres départements de la région Rhône-Alpes, une réflexion a été engagée avec les acteurs rhodaniens sur la structuration d'un réseau Jeunesse et Solidarité Internationale dans le département. Un état des lieux a ainsi été réalisé et met en exergue les différentes dynamiques et structures qui accompagnent, informent et appuient les jeunes qui s'engagent ou veulent s'engager dans des projets de solidarité internationale. Les attentes des acteurs interrogés vont aussi dans le sens d'une meilleure lisibilité et coordination des structures ressources afin de renforcer la qualité du service et ainsi améliorer la qualité des projets menés par les jeunes rhodaniens. Lors d'une restitution de cet état des lieux, les acteurs présents se sont positionnés pour favoriser la mise en place d'un réseau départemental.

Plus d'information : Antonio SILVEIRA
asilveira@resacoop.org

REUNIONS

Rencontre avec le Conseil économique et social du Bénin

Mardi 15 mars, Resacoop et le Conseil économique, social et environnemental Rhône-Alpes (CESER) ont organisé une réunion sur la coopération décentralisée entre les acteurs de Rhône-Alpes et du Bénin. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la venue dans notre région d'une délégation du Conseil économique et social du Bénin (CES).

M. Nicolas Adagbe, président du CES du Bénin, et M. Gérard Clément, président de la Commission Europe et coopération internationale du CESER, ont affirmé leur volonté commune d'appuyer des dynamiques de coopération entre les collectivités territoriales du Bénin et celles de la région Rhône-Alpes. Monsieur Adagbe a souligné le rôle de facilitateur que peut jouer le CES du Bénin dans le développement des relations de coopération (identification de partenaires, questions administratives...)

Parmi les nombreux points qui ont été discutés, la question du développement économique local a été soulevée. La coopération décentralisée ne peut pas se résumer à un simple transfert de fonds. Comment les collectivités territoriales françaises et leurs opérateurs économiques peuvent-elles accompagner leurs homologues du Bénin dans le renforcement de leur situation financière, en dehors du transfert de ressources ? Le CES du Bénin et le CESER Rhône-Alpes proposent de travailler ensemble sur cette question. Monsieur Pierre Gazagne, consul honoraire du Bénin dans notre région a signalé la signature prochaine de nouveaux partenariats entre collectivités territoriales : il s'agit entre autres des communes de Tassin (69) et Za Kpota, Aix-les-Bains (73) et Lokossa, Lans-en-Vercors (38) et Boukoubé.

On compte désormais en Rhône-Alpes 11 collectivités territoriales impliquées au Bénin, pour un total de 82 structures en coopération avec des acteurs béninois.

Contact : Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

Préparer l'évaluation d'une action de coopération décentralisée

Si l'évaluation des actions de coopération décentralisée est encore abordée avec une certaine crainte, un nombre grandissant d'acteurs reconnaissent son utilité pour améliorer l'efficacité des projets de terrain et réorienter leur contenu quand les résultats ne sont pas au rendez-vous. Une « bonne » évaluation nécessite une phase de préparation importante, destinée à définir ce qu'on nomme le cahier des charges ou « termes de référence ». Elle est l'occasion de poser un premier « auto-diagnostic » et de réunir les conditions d'une appropriation des futures conclusions par les différents partenaires. C'est l'un des principaux points mis en évidence lors de l'atelier d'information et d'échanges que RESACOOP a organisé le 20 janvier 2011, en collaboration avec le Club Rhône-Alpes de l'évaluation (Société française de l'évaluation) et le F3E (Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales et des évaluations). Les représentants de deux collectivités territoriales rhônalpines ont témoigné de leur expérience. Ivan Dedessus-le-Moustier, chargé de coopération Afrique subsaharienne à la Région Rhône-Alpes, a présenté avec son collègue Christian Biral (mission « évaluation, prospective et développement durable »), des outils utilisés dans la préparation de l'évaluation de la coopération avec la Région des Hauts Bassins (Burkina Faso), comme le « sociogramme des parties prenantes ». De son côté, Sylvie Boyer, responsable du service Economie sociale et solidaire à la Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD), témoignait de la manière dont la CCVD avait associé ses partenaires sénégalais à la phase de préparation. Un consultant sénégalais est ainsi allé à leur rencontre, a recueilli leurs attentes, tout en « dédramatisant » l'évaluation qui ne devait pas être perçue comme un exercice de défiance.

À l'issue du débat, il est apparu nécessaire de développer des outils spécifiques pour des collectivités de petite et moyenne taille afin qu'elles puissent engager un travail plus structuré de programmation, de suivi et de bilan de leurs actions, avant de « se frotter » à une démarche d'évaluation plus lourde.

Retrouvez le compte-rendu de l'atelier sur le site de RESACOOP, à la rubrique « réunions thématiques ».

➤ Suivez nos activités sur le site internet : www.resacoop.org